

1. Les recommandations des ministres définissent les conditions de l'attribution d'un médicament, mais ils ne précisent pas les responsabilités engagées. L'agent éducatif est considéré comme personnellement responsable, s'il accepte l'attribution. Qu'en est-il du refus ? La liberté de refuser cette charge peut mettre en difficulté le projet éducatif de l'internat, si celui-ci valide la demande des parents. Il n'y a pas de solution simple à ce problème!

2. Il reste à clarifier jusqu'à quel point la responsabilité civile de l'association est engagée, si dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, le personnel éducatif applique les instructions ci-dessus. Il a été vérifié auprès de la compagnie d'assurance La Luxembourgeoise que par analogie à l'article 5 de la réponse des ministres, l'assurance de responsabilité de l'association entre en jeu en cas d'incident. Néanmoins, il faut souligner que la responsabilité personnelle de l'agent administrant un médicament est toujours engagée. Ainsi un incident pourra toujours entraîner le recours contre l'employé.

3. La réponse des ministres ne se prononce pas sur la documentation de l'administration des médicaments. De ce fait, l'association insiste sur une documentation scrupuleuse de toute administration de médicament. Aussi, les limites du niveau des interventions ne sont pas spécifiées par rapport à certains cas de figure comme par exemple l'administration de piqûres ou le réglage d'un appareil dentaire.

4. Le groupe de travail a relevé l'importance d'une formation du personnel par rapport à certaines pathologies comme le diabète, l'épilepsie, l'asthme... L'association encourage ses employés à suivre des cours de formation continue. En particulier, elle recommande à ses employés en charge d'enfants et de jeunes à suivre des cours de premiers secours.

5. Dans la pratique les responsables d'internat ont constaté que parfois les jeunes refusent de prendre le médicament prescrit par leur médecin traitant. Ceci concerne avant tout les prescriptions de médicaments psychotropes comme le Ritalin ou le Concerta. Ils ont observé chez les adolescents des effets imprévisibles en cas de prises irrégulières ou combinées avec de l'alcool ou d'autres stupéfiants. Il va de soi que les parents doivent être immédiatement informés et consultés. La question se pose, si tel jeune peut continuer à bénéficier de l'accueil en internat.

## Administration de médicaments à l'internat

14/10/2014

### Introduction

Depuis plusieurs années déjà le dossier « médicaments » a été sujet de discussions récurrentes dans les réunions d'équipes, de plateformes de coopération ou de réunions des directeurs. Afin de clarifier les questions afférentes, la directrice du service de la médecine scolaire du Ministère de la Santé Dr Yolande Wagener fut invitée en tant qu'intervenante lors de la journée de formation pour les équipes psychopédagogiques du 12 septembre 2012. Sa contribution fut placée sous le titre quelque peu troublant « Däerfen, mussen, Pëllen, kënnen! », afin de centrer les discussions sur les problèmes en relation avec la prise de médicaments à l'internat. Le but avait été de pouvoir fournir au personnel éducatif de l'association un genre de vademécum en cette matière. Une des suites de l'intervention du Dr Wagener fut la création d'un groupe de travail qui avait pour mission de dresser un catalogue des démarches déjà mises en place avec les questions en amont. Ce groupe de travail, composé de membres des équipes de tous les internats de l'association, avait siégé à plusieurs reprises durant l'année scolaire 2012/2013.

Sur la base des rapports de ce groupe de travail, ainsi que de la réponse commune du Ministre de la Famille et de l'Intégration et du Ministre de l'Education nationale et de la formation professionnelle à la question parlementaire n° 2576 du 20 février 2013 du Député Fernand Kartheiser, les directeurs en réunion du 3 décembre 2013 décidèrent de proposer au conseil d'administration les principes exposés dans le présent document. Dans ses conclusions, le conseil insista à ce que les responsables d'internats évaluent scrupuleusement les droits résultant de la prise en charge d'enfants à besoins spécifiques contre les dispositions légales en matière d'administration de médicaments; et l'administration responsable et documentée de médicaments selon les prescriptions et ordonnances actualisées contre toute forme d'abus.

## A. Principes

Les internats de l'association sans but lucratif *Les Internats Jacques Brocquart* s'orientent à la réponse commune du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et du Ministère de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n° 2576 du 20 février 2013 du Député Fernand Kartheiser. Dans cette réponse, les ministres précisent (traduction libre) :

*1. Cadre légal: Au cas où un enfant a besoin d'un médicament à l'école à cause d'une maladie chronique ou aiguë, les parents demandent de l'aide pour un acte parental qu'ils ne peuvent momentanément pas fournir. Il s'agit d'une «Dérogation Parentale». Les membres du personnel enseignant ou éducatif ne sont pas forcés d'effectuer cette aide. Mais ils peuvent s'y montrer prêts, s'ils remplissent les conditions suivantes :*

- *Les parents adressent une « demande d'attribution de médicaments » signée à la personne enseignante responsable comprenant :*
  - *le nom et la date de naissance de l'enfant*
  - *le nom, l'adresse et les numéros de téléphone des parents*
  - *le nom et le numéro de téléphone du médecin traitant ;*
- *Les parents ont autorisé la personne enseignante par leur signature ;*
- *L'école est en possession d'un numéro de téléphone des parents, par lequel ils peuvent être joints à tout moment (portable) ;*
- *Une ordonnance médicale doit être présentée indiquant clairement le nom, la posologie et la manière de l'attribution du médicament.*

*Le médicament doit recevoir à l'école une étiquette portant le nom de l'enfant et il doit être enfermé dans une armoire.*

*2. Mesures prises par le gouvernement: Les droits de santé des enfants, comme ceux des adultes sont assurés par la prise en charge normale des caisses de maladies. Ainsi le «Code du Travail» prévoit le «congé pour raisons familiales». Ce congé permet au salarié à rester à la maison en cas de maladie grave ou d'accident de l'enfant, si celui-ci est âgé de moins de 15 ans. Le service « Krank Kanner doheem » offre un service de prise en charge à domicile d'enfants, si celle-ci ne peut pas être assurée par les parents ou l'entourage de la famille.*

*3. Mesures d'information: L'information à l'école se fait comme toujours par les inspecteurs, en plus, dans des cas spécifiques par le service de la médecine scolaire, par des informations précises sur le plan local, mais aussi national, p. ex. par brochures, comme récemment celle sur le thème des poux.*

*4. Assurance légale: Dans ce domaine, le personnel des écoles est assuré comme d'usage en tant que fonctionnaire ou employé, aussi longtemps qu'il se conforme aux règles et instructions.*

*5. Assurance de responsabilité civile: L'assurance normale de l'Etat intervient pour le personnel de l'école.*

*6. En cas de problèmes, à qui s'adresser? Pour l'école, les parents s'adressent à l'enseignant, l'inspecteur, le médecin scolaire.*

## B. Remarques

1. La lecture de la réponse des ministres doit se faire à la lumière a) de la convention entre l'Etat et l'association *Les Internats Jacques Brocquart*, b) du contrat établi entre les représentants légaux de l'enfant et l'association, c) de la convention collective de travail du secteur social, d) du Code de la Santé.

2. On doit conclure que la responsabilité personnelle de l'agent enseignant ou éducatif est en tout cas engagée dans l'administration d'un médicament à l'école ou à l'internat.

3. Puisque le personnel enseignant ou éducatif ne peut pas être obligé d'administrer un médicament, le fait de ne pas accepter une telle mission ne peut être interprété comme un refus de travail.

4. Il résulte des instructions que seulement des médicaments délivrés sur ordonnance peuvent être administrés à l'école ou à l'internat. En d'autres termes, des médicaments comme l'Aspirine, Imodium, etc. ne peuvent pas être administrés par le personnel éducatif sans ordonnance médicale.

5. Les feuilles de renseignement mises à disposition des parents d'élèves inscrits dans nos internats doivent se conformer aux prescriptions ci-dessus.